



LE SCFP : UN BILAN POSITIF

Rapport sur les activités, événements et tendances qui ont façonné le plus grand syndicat du Canada en 2004



CONSEIL EXÉCUTIF NATIONAL

Président national

Paul Moist

pmoist@cupe.ca

Secrétaire-trésorier national

Claude Généreux

cgenereux@cupe.ca

Vice-présidents généraux

Rick MacMillan

Maritimes

macmillr@nbnet.nb.ca

Mario Gervais

Québec

mgervais@scfp.ca

Patrick (Sid) Ryan

Ontario

sryan@cupe.on.ca

Tom Graham

Saskatchewan

tomgraham@sasktel.net

Barry O'Neill

Colombie-Britannique

lwatt@cupe.bc.ca

Vice-présidentes et vice-présidents régionaux

Donna Ryan

Terre-Neuve et Labrador

dryan@cupe.ca

Betty Jean Sutherland

Nouvelle-Écosse

bj.sutherland@ns.sympatico.ca

David Rouse

Nouveau-Brunswick

drouse@nbnet.nb.ca

Donalda MacDonald

Île-du-Prince-Édouard

dmmacdonald@edu.pe.ca

Charles Fleury

Québec

cf.scfp1500@qc.aira.com

Claude Turcotte

Québec

cpas@videotron.ca

Michael Hurley

Ontario

michaelhurley@ochu.on.ca

Candace Rennick

Ontario

c.rennick@sympatico.ca

Judith Mongrain

Nord de l'Ontario

jmongrain@shaw.ca

Kevin Rebeck

Manitoba

krebeck@unitedwaywinnipeg.mb.ca

Frank Mentès

Saskatchewan

fmentès@accesscomm.ca

D'Arcy Lanovaz

Alberta

darcy@lanovaz.org

Colleen Jordan

Colombie-Britannique

lwatt@cupe.bc.ca

Fred Muzin

Colombie-Britannique

fmuzin@heu.org

Vice-présidents à la diversité

Dharam Boodhoo

VPD (Trav. de couleur)

d.boodhoo@sympatico.ca

Leo Cheverie

VPD (Autochtones)

lcheverie@upei.ca

Table des matières

3	Introduction – Promesse du SCFP
5	Orientations stratégiques – Nos trois priorités
7	Faire bouger les choses dans la bonne direction – Les progrès de notre syndicat
7	▪ Consolider notre pouvoir de négociation
8	▪ Accroître l'efficacité du SCFP
9	▪ Stopper la privatisation
11	Nos ressources humaines et financières et l'obligation de rendre compte
12	▪ Conseil exécutif national
15	▪ Organisation et services régionaux
16	▪ Développement syndical
18	▪ Services nationaux
27	Conclusion – Le SCFP a respecté sa promesse
30	ANNEXES



INTRODUCTION

Promesse du SCFP



Au congrès national 2003, nous avons fait une promesse. Nous avons dit que nous établirions un plan d'action – une orientation stratégique – qui guiderait notre syndicat dans les luttes pour les années suivantes.

En ce début de 2005, autre année de congrès (notre 22e), nous pouvons jeter un coup d'œil en arrière et être fiers d'avoir tenu notre promesse. Nous avons géré les questions délicates et nous avons gagné les batailles difficiles de 2004. Nous l'avons fait avec toutes les ressources dont nous disposons pour soutenir nos nombreux membres, aux caractéristiques si diversifiées. Et nous l'avons fait dans un esprit de solidarité qui n'a jamais été aussi important pour les travailleuses et travailleurs du secteur public.

Pendant cette année, nos emplois et les services que nous offrons aux collectivités ont été menacés. Nous avons contre-attaqué aux piquets de grève, dans les salles des conseils municipaux, devant les tribunaux et sur la scène internationale.

Nous avons vécu certains des moments les plus difficiles de nos 41 années d'existence. Mais nous avons résisté. Lorsqu'il le fallait, nous avons regardé l'employeur droit dans les yeux et nous lui avons dit : « Nous ne reculerons pas. » Nous avons tenu tête à des gouvernements qui veulent disloquer nos collectivités et éliminer le secteur public. Nous avons relevé le défi de battre ces gouvernements et nous continuerons de le faire.

Nous avons travaillé dur à influencer les décideurs à tous les niveaux afin que nos collectivités demeurent solides et en santé. Nous avons utilisé nos ressources, nos cotisations durement gagnées et l'énergie de nos militantes et militants et de notre personnel dévoués afin de consolider et protéger notre sécurité d'emploi et d'insister encore sur notre rôle de protecteurs de nos collectivités.

Nous avons démontré que nous sommes le syndicat des collectivités au Canada. Comme jamais auparavant, nous protégeons nos concitoyens. Nous sommes les gardiens de l'héritage des services publics. Nous entretenons la vision d'une société juste et équitable dans laquelle tous les citoyens peuvent avoir recours à leurs services publics sans craindre que ces derniers soient vendus aux enchères.

L'année a été marquée par des luttes, des réussites et de grands défis. Mais le SCFP a prouvé encore une fois qu'il n'est pas seulement le syndicat qui compte le plus grand nombre de membres au Canada, mais aussi l'un des plus grands.

Paul Moist
Président national

Claude Généreux
Secrétaire-trésorier national



ORIENTATIONS STRATÉGIQUES

Nos trois priorités

Pour bien évaluer les progrès de notre syndicat en 2004, nous devons d'abord revoir la politique que nous avons adoptée à notre congrès de 2003. À cette occasion, nous avons établi trois priorités stratégiques pour le SCFP.

1. Consolidation de notre pouvoir de négociation pour défendre nos gains et les élargir

- Élaboration d'un plan stratégique pour accroître la coordination et la centralisation des négociations dans chaque secteur.
- Des pactes de solidarité du SCFP qui engagent les membres à agir si un autre groupe de travailleuses et de travailleurs est attaqué.
- Coordination avec d'autres syndicats là où nous représentons des travailleuses et des travailleurs d'un même secteur.
- Meilleur échange d'information sur les négociations et meilleur accès aux données électroniques sur les clauses de conventions collectives.
- Accroissement de la capacité de mobiliser les membres pour qu'ils agissent et assurent un soutien aux autres en cas de grève.
- Accroissement de la capacité d'assurer un soutien de grève à d'autres.
- Augmentation des affiliations.
- Nouvelles façons créatives de recruter – surtout dans les petits lieux de travail.
- Établissement de priorités de négociation clés à l'échelle du SCFP.
- Action politique pour soutenir la négociation collective et lutter contre l'imposition de lois restrictives.
- Rôle accru des conseils régionaux du SCFP, là où il y en a, dans le soutien à la négociation collective, l'action politique et le soutien de la grève.

Saviez-vous que ?

Le 5 octobre est la Journée des collectivités, une occasion de célébrer l'importance des services communautaires et du travail des membres du SCFP dans les services publics d'un bout à l'autre du Canada.

2. Accroissement de notre efficacité au jour le jour comme syndicat

- Étude des difficultés et des faiblesses afin d'élaborer un plan de redressement efficace.
- Développement des compétences des leaders des sections locales et des conseils de négociation, ainsi que des militantes et militants.
- Développement des compétences des membres du personnel afin d'aider les sections locales et les conseils de négociation à bâtir le syndicat.
- Élaboration d'un programme visant à accroître la participation, à tous les niveaux du syndicat, des femmes et des autres membres des groupes en recherche d'égalité.
- Mise en œuvre d'un programme visant à inciter les sections locales à maintenir des listes de membres actifs, incluant les adresses de courrier électronique.

3. Intensification de notre campagne pour stopper la sous-traitance et la privatisation

- Mobilisation active contre toute tentative de privatisation ou de sous-traitance dans nos compétences.
- Coordination de la lutte contre la privatisation sur une base nationale par un soutien aux batailles stratégiques locales et provinciales et un partage d'information et d'expérience à l'échelle du pays.
- Lutte pour les droits de représentation du successeur. Là où ces droits n'existent pas, suivi de notre travail par la syndicalisation des travailleuses et travailleurs des services sous-traités ou privatisés.
- Invitation à l'ensemble du mouvement syndical à participer à la lutte contre la privatisation, notamment en résistant aux employeurs et à d'autres syndicats qui tentent d'affaiblir des normes du travail négociées en signant des ententes de reconnaissance volontaires inférieures aux normes.
- Arrêt des investissements des caisses de retraite dans des projets de privatisation.
- Défense vigoureuse des protections en matière de sécurité d'emploi par des négociations coordonnées et centralisées, et par des moyens d'action qui pourront aller jusqu'à la grève s'il le faut, qu'elle soit régionale, provinciale ou nationale.
- Mobilisation contre les accords de libre-échange.
- Création de liens avec des syndicats du monde entier pour lutter contre la privatisation à un niveau mondial.
- Élaboration de stratégies et de campagnes pour ramener certains services privatisés dans le secteur public. Il faut fixer des cibles stratégiques, par exemple les soins de longue durée, les services de gestion des déchets, la technologie de l'information, les services alimentaires et d'autres.

C'était une œuvre de taille. Comment avons-nous respecté ces trois priorités ? Comment avons-nous avancé de façon solidaire pour l'intérêt commun et unis au cœur de l'action ?

FAIRE BOUGER LES CHOSSES DANS LA BONNE DIRECTION

Les progrès de notre syndicat

Consolider notre pouvoir de négociation

En tenant compte uniquement des chiffres, il faut reconnaître que le SCFP est un grand syndicat. En effet, en novembre 2004, nous comptons 539 524 membres, comparativement à 456 580 en 1995 et à 306 835 en 1985. En 20 ans, plus de 230 000 membres ont joint nos rangs.

La majorité de nos membres se trouvent dans des sections locales de plus de 1 000 membres. Malgré cela, la majorité de nos sections locales comptent moins de 100 membres. Nous devons donc mettre en œuvre des stratégies de négociation différentes et affronter un vaste éventail de problèmes.

Les chiffres sont éloquentes, mais il y a beaucoup plus que cela. En effet, le SCFP appuie des gens, des gens qui travaillent, de même que leurs luttes dans le but de maintenir nos collectivités en santé. Fait à noter, en 2004, seulement 37 sections locales ont effectué des grèves ou subi des lock-out de neuf jours ou plus. Quelque 29 000 membres ont fait du piquetage et des milliers d'autres les ont appuyés.

Certaines de ces actions ont pris la forme de luttes très médiatisées. Il y a eu des grèves à l'échelle de toute une province et d'autres dans de toutes petites collectivités qui n'occupent que l'équivalent de la tête d'une épingle sur la carte du Canada.

Les négociations des travailleuses et travailleurs des soins de santé en Colombie-Britannique ont été l'une de nos grandes luttes. Le Syndicat des employées et employés d'hôpitaux, notre division des soins de santé en Colombie-Britannique, a livré

Saviez-vous que ?

Quelque 61 % des sections locales (1 236) comptent au maximum 100 membres. Ces sections locales représentent 54 179 membres ou 10,05 % de tous les membres. Quelque 34 % des sections locales (689) comptent entre 100 et 1 000 membres. Ces sections locales représentent 217 876 membres ou 40,43 % de l'ensemble des membres. Quelque 4,5 % des sections locales comptent au moins 1 000 membres. Ces sections locales représentent 266 795 membres ou 49,51 % de l'ensemble des membres.

bataille contre la privatisation. Les membres du SCFP de toute la Colombie-Britannique ont soutenu les membres du SEH contre un gouvernement provincial qui s'attaque à nos membres à chaque occasion. Au moment où nous écrivons ces lignes, nos membres se préparent à faire tout ce qu'ils peuvent en tant que syndiquées et syndiqués du SCFP pour défaire ce gouvernement provincial impopulaire qui a causé tant d'agitation sociale.

La grève de quatre semaines à Terre-Neuve et Labrador a été une autre mission importante. Encore une fois, le SCFP, en collaboration avec nos consœurs et confrères de l'Association de la fonction publique de Terre-Neuve (Newfoundland Association of Public and Private Employees – NAPE), s'est élevé avec force contre un gouvernement provincial antisyndical. La grève a réuni 20 000 travailleuses et travailleurs, y compris 3 500 membres du SCFP.

Puis, il y a eu les grèves de moins grande envergure. Par exemple, les travailleuses et travailleurs de premiers soins à Ituna, Sask., ont lutté pendant des mois pour signer une première convention collective. Les travailleuses et travailleurs municipaux de Sainte-Béatrix et de Saint-Jean-de-Matha, au Québec, ont menacé le record de la plus longue grève au SCFP. À Sudbury, en Ontario, les travailleuses et travailleurs de l'hydroélectricité ont refusé des concessions et ont gagné. Les travailleuses et travailleurs municipaux de Nelson, en Colombie-Britannique, ont combattu une proposition du conseil municipal visant à privatiser leurs emplois en menant une campagne Fortifier nos collectivités pour obtenir l'appui du public.

Il y a 3 700 conventions collectives en vigueur au SCFP et 737 d'entre elles ont été négociées en 2004. Certaines d'entre elles ont été signées après des mois de dures négociations. Quarante-vingt quinze pour cent de ces ententes ont été obtenues non par des moyens de pression, mais grâce au dur labeur des membres et du personnel travaillant ensemble.

Accroître l'efficacité du SCFP

Depuis longtemps, le SCFP, dans ses politiques et dans sa pratique, résiste aux agressions contre nos droits aux conventions collectives et à la libre négociation.

En 2004, ces agressions se sont intensifiées. Dans un abus sans précédent du pouvoir de l'État, les gouvernements de la Colombie-Britannique et de Terre-Neuve et Labrador ont adopté des lois pour nous enlever notre droit à la grève et déchirer des dispositions importantes de nos conventions collectives. Nos membres à Air Canada ont aussi été obligés d'accepter des concessions importantes à leur convention collective. Dans ce cas, les concessions ont été imposées par un tribunal dans le cadre d'une procédure de protection contre la faillite.

Au cœur de cette agression, on retrouve la volonté de certains gouvernements d'affaiblir à la fois les droits juridiques des syndicats et notre pouvoir de négociation. L'entreprise privée pourrait alors transformer le secteur public en source de profits et maximiser ses bénéfices au détriment des travailleuses et des travailleurs du Canada et de leurs familles.

Nos conventions collectives et notre droit à la libre négociation collective empêchent ce type de restructuration. Parce que nous avons fait la preuve que nous sommes prêts à défendre les droits que nous avons négociés par la grève, les gouvernements provinciaux utilisent leur arsenal législatif et le pouvoir de l'État contre nous.

À notre congrès national de 2003, nous avons prévu ces nouvelles agressions et nous avons adopté un programme stratégique ambitieux afin de renforcer notre pouvoir en matière de négociation collective.

Les graves événements qui ont eu lieu en Colombie-Britannique, à Terre-Neuve et Labrador et à Air Canada depuis notre dernier congrès nous montrent que nous devons accélérer ce programme. Tout notre syndicat doit s'attaquer à cette réalité afin que nous puissions prendre des mesures pour nous réorganiser et accroître notre pouvoir afin de vaincre.

À cette fin, en juin 2004, le Conseil exécutif national a adopté un plan pour protéger la libre négociation collective et empêcher les concessions.

Stopper la privatisation

Chaque jour de 2004, nous avons dû œuvrer pour faire avancer notre troisième priorité : lutter contre la sous-traitance et la privatisation. Nous avons consacré plus de un million de dollars de notre Caisse nationale de défense à la lutte contre la privatisation à l'échelle nationale et régionale.

Une partie de ces fonds ont été consacrés à la lutte contre les hôpitaux confiés à des partenariats public-privé (PPP) en Ontario, à contester la privatisation des soins de santé en Colombie-Britannique et à combattre la privatisation et la déréglementation des services hydroélectriques au pays. De plus, une autre somme de 125 000 \$ a été investie pour soutenir les campagnes locales et régionales de lutte contre la privatisation et la sous-traitance.

Saviez-vous que ?

Notre syndicat national compte 64 bureaux au Canada. Nous assurons une présence syndicale dans tout le pays, dans les grandes villes comme dans les petites villes. Au 31 décembre 2004, le SCFP national comptait 660 employées et employés (139 au bureau national et 521 dans les régions). Les membres du SCFP sont maintenant propriétaires de deux bureaux régionaux et de trois bureaux locaux. Plutôt que de louer des bureaux, nous renforçons l'avoir et la fierté des membres.

Saviez-vous que ?

Collectivement, les membres du SCFP ont versé quelque 2,2 milliards de dollars en impôts sur le revenu en 2004. Toutes ces recettes fiscales auraient pu être utilisées pour financer 49 660 places à long terme dans les établissements de soins de longue durée, 39 055 places dans les collèges et universités ou 229 000 places dans les garderies.

Pour épauler ces luttes quotidiennes, le SCFP national a élaboré une initiative stratégique appelée Fortifier nos collectivités. L'initiative comprend trois grandes campagnes mettant l'accent sur les soins de santé, les soins aux enfants et les villes. Chacune a pour objectif de renforcer les investissements publics dans ces secteurs comme solution de rechange à la privatisation. Nous avons notamment exercé des pressions auprès des gouvernements afin qu'ils n'affaiblissent pas notre travail lorsque nous offrons ces services publics essentiels.

Fortifier nos collectivités étant bien implantée, nous devons en 2005 lui donner une plus grande ampleur. C'est pourquoi le SCFP national travaille ferme pour s'assurer que la *Loi canadienne sur la santé* soit appliquée et que les provinces ne soient pas autorisées à privatiser l'assurance-maladie. Nous nous battons aussi pour garantir que le nouveau programme national de garderies s'inscrive dans un réseau public. De plus, le SCFP prendra la tête du mouvement visant à demander pour les villes une nouvelle entente qui les maintient dans le giron du secteur public.

Dans le cadre de cette initiative, nous appuyons la diversité de nos collectivités et nous faisons en sorte qu'elles soient plus saines et plus sûres pour chacun.

En 2004, nous avons déclaré le 5 octobre « Journée des collectivités ». Nous avons incité les sections locales à jouer un rôle actif dans leurs collectivités. Nous voulons que cette journée soit une occasion de célébrer le travail important des membres du SCFP pour maintenir la vigueur de leurs collectivités et les protéger contre les effets dévastateurs de la privatisation et des autres décisions gouvernementales nocives pour notre tissu social.

C'est aussi le jour où nous montrons à nos collectivités que la qualité de vie de nos familles et de nos voisins nous tient à cœur. Certaines sections locales ont choisi de recueillir des aliments et des vêtements ce jour-là. D'autres ont offert à des sans-abri un repas communautaire ou un déjeuner aux crêpes. D'autres ont fait état de leur contribution pendant des crises comme les inondations, les feux de forêt et d'autres désastres naturels.

NOS RESSOURCES

Nos ressources humaines et financières et l'obligation de rendre compte

Les membres et, parfois, les sections locales se demandent ce qu'ils obtiennent en contrepartie de leurs cotisations. Où va notre argent ? Pourquoi ne recevons-nous pas exactement l'équivalent de notre contribution ?

La réponse est simple. Vos cotisations sont à l'œuvre à Quesnel, C.-B., à Vulcan, Alb., à Kamsack, Sask., à Flin Flon, Man., dans le Nord de l'Ontario, à Montréal, à Moncton, N.-B., à Summerside, Î.-P.-É., à Bishop's Falls, T.-N. Et cet argent est aussi à votre service dans votre ville, lorsque vous en avez besoin.

L'argent de nos cotisations est aussi à l'œuvre à Ottawa pour aider notre syndicat à concrétiser les orientations stratégiques dont les membres discutent et qu'ils définissent aux congrès nationaux. Il est parfois à notre service en Afrique du Sud, en Colombie ou en Argentine. En 2004, il était aussi à l'œuvre au Sri Lanka et en Thaïlande où les travailleuses et travailleurs d'Oxfam qui, en passant, sont membres du SCFP, aidaient les victimes des tsunamis.

L'argent des cotisations est donc partout et est constamment au service de l'ensemble des membres du SCFP.

Sur le plan financier, nous avons franchi une étape positive à la fin de 2004. En effet, après une décennie 1990 difficile, notre situation financière s'est améliorée. Nous avons aussi fait encore plus d'efforts pour stabiliser la situation. Par exemple, certains bureaux du SCFP se trouvent maintenant dans des immeubles qui appartiennent aux membres du SCFP. Les économies ainsi réalisées nous aideront à améliorer les services à tous les membres.

À cela, il faut ajouter un autre élément positif car la Caisse générale, qui réunit les sommes que nous utilisons pour faire fonctionner le syndicat, a dégagé des recettes de 118 millions de dollars; de leur côté, les dépenses totales se sont élevées à 113 millions de dollars.

La Caisse nationale de grève était aussi en meilleure position en 2004. En effet, en décembre, nous avons un solde de caisse de 23,8 millions de dollars, comparativement à 8,8 millions de dollars en décembre 2003.

Grâce à la détermination et à l'engagement de tous les membres, nous avons pu mettre fin au prélèvement de solidarité (0,04 %). Notons que le prélèvement statutaire (0,04 %) demeurera en vigueur jusqu'à ce que le solde de caisse s'établisse à 25 millions de dollars.

Saviez-vous que ?

Les membres du SCFP gagnent environ 16,8 milliards de dollars par année. C'est en moyenne 31 256 \$ par personne. La masse salariale totale de nos membres est supérieure aux budgets de six gouvernements provinciaux.

La Caisse nationale de défense (5,68 millions de dollars) est utilisée pour aider les sections locales et les divisions à lutter contre la privatisation et les autres agressions des employeurs contre nos emplois et les services publics. Par l'intermédiaire de ce fonds, vous pouvez demander au SCFP national d'assumer une partie des coûts de vos campagnes dans le but de renforcer votre section locale et d'aider vos collectivités à se reconstituer et à se fortifier.

En 2004, nous avons financé 70 campagnes à frais partagés, pour un total de quelque 1 144 000 \$. De plus, nous avons financé entièrement 21 campagnes pour éviter la grève, au coût total de quelque 440 000 \$ et 11 campagnes de soutien à la grève, pour un montant total de quelque 330 000 \$.

Le Conseil exécutif national a resserré l'accès à la Caisse nationale de défense afin de garantir une meilleure équité d'accès et de renforcer l'obligation de rendre compte.

Bien sûr, les ressources financières doivent être utilisées de concert avec le militantisme de nos membres. L'argent de nos cotisations a pour but d'aider les membres à continuer de faire en sorte que le SCFP demeure le syndicat le plus fort du pays et pour nous aider à obtenir les meilleurs résultats possibles à la table de négociation. Enfin, il aide les membres à disposer d'un pouvoir de persuasion suffisant pour influencer le législateur et les responsables des prises de décisions politiques.

Conseil exécutif national

Le Conseil exécutif national dirige notre syndicat entre les congrès. En 2004, le Conseil exécutif national et le Comité exécutif national, composés de nos deux dirigeants nationaux et de cinq vice-présidents généraux, ont tenu six réunions. Les dirigeants nationaux font rapport sur les réunions devant les organismes du SCFP détenant une charte. Voici les faits saillants pour 2004 :

- Approbation du budget 2004 du SCFP en décembre 2003. Un montant d'environ 5,76 millions de dollars a été placé dans notre Caisse nationale de défense afin de financer des activités d'organisation, une campagne à frais partagés et des initiatives stratégiques nationales.

- En février 2004, le Conseil exécutif national a tenu une réunion de planification stratégique afin de discuter de la gouvernance du Conseil exécutif national et de la mise en œuvre du document de politique concernant les orientations stratégiques adoptées au congrès.
- Pendant toute l'année 2004, le Conseil exécutif national s'est occupé activement du différend entre le Syndicat des employées et employés d'hôpitaux (SEH) et le Syndicat international des travailleurs unis du bois d'Amérique (IWA) devant le Congrès du travail du Canada. Le SCFP a convaincu le CTC d'imposer des sanctions de niveau 2 au IWA par suite des infractions répétées de ce dernier aux dispositions des statuts du CTC. Le IWA a continué à signer des ententes volontaires avec des sociétés multinationales visant du travail de soutien en sous-traitance dans le domaine des soins de santé.
- Du 30 avril au 2 mai 2004, nous avons réalisé une première en réunissant l'ensemble des 13 comités et groupes de travail nationaux du SCFP.
- À sa réunion de juin 2004, le Conseil exécutif national a adopté un « Plan de lutte aux concessions et de défense de la libre négociation collective ».
- À chaque réunion de 2004, le Conseil exécutif national a approuvé une résolution sur les grands problèmes d'actualité, notamment :
 - Soutien aux travailleuses et travailleurs de Stelco dans leur lutte pour la protection du régime de retraite et demande d'une réforme de la législation fédérale concernant la gouvernance des caisses de retraite (mars 2004).
 - Appui à la lutte contre le racisme, particulièrement dans le contexte des incidents survenus à Toronto (juin 2004).
 - Résolution de soutien exprimant notre solidarité avec les membres en grève de l'Alliance de la Fonction publique du Canada (AFPC) (septembre 2004).
 - Opposition à tout appui du gouvernement du Canada au système de défense contre les missiles balistiques des États-Unis (décembre 2004).

Saviez-vous que ?

À la fin de 2004, lorsque les tsunamis ont frappé les rives de plusieurs pays asiatiques, le SCFP a été l'une des premières organisations à offrir son aide en donnant 100 000 \$ à Oxfam (un organisme dont les employées et employés sont membres du SCFP) à envoyer de l'eau et des fournitures médicales.

Saviez-vous que ?

En 2004, nous avons établi plus de 60 nouvelles unités de négociation et nous avons recruté d'autres travailleuses et travailleurs du secteur public.

- Le Conseil exécutif national a aussi cherché à améliorer les relations du SCFP avec tous les autres syndicats en travaillant en ce sens à l'intérieur du CTC et auprès des exécutifs des fédérations de travail.
- Le Conseil exécutif national a rappelé la nécessité de faire la promotion de la solidarité entre travailleuses et travailleurs du Canada en établissant des relations solides et mutuellement avantageuses avec les autres syndicats. Il a encouragé les membres à soutenir toutes les personnes en grève et à négocier des pactes avec les autres syndicats en matière de négociation collective.
- Le SCFP a convoqué en 2004 deux réunions de l'ensemble des présidentes et présidents du syndicat du secteur public : SCFP, SNEGSP (Syndicat national des employées et employés généraux du secteur public), AFPC, FCSII (Fédération canadienne des syndicats d'infirmières/infirmiers), UIES (Union internationale des employés et employées de service) et STTP (Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes).
- Le Conseil exécutif national, avec l'aide de spécialistes externes de l'actuariat, du droit et de la comptabilité, a examiné les perspectives financières du SCFP jusqu'en 2016.
- Notre budget d'exploitation et notre caisse de grève sont en très bon état, mais nous avons un problème de sous-financement en ce qui concerne nos obligations futures en matière de versement de prestations. Le Conseil exécutif national a pris des mesures importantes pour commencer à régler le problème.
- En 2004, le bureau du président national a traité les modifications de 397 statuts et règlements pour le compte de sections locales, de divisions, de conseils régionaux et de comités de coordination.
- Le Conseil exécutif national a traité de nombreuses demandes concernant de nouveaux arrangements relatifs à la capitation. Sans avoir approuvé de nouveaux arrangements, le Conseil exécutif national a examiné l'historique de nos dispositions sur la capitation et les moyens par lesquels une aide est accordée à de nombreuses sections locales (c.-à-d., partage des coûts d'arbitrage, campagnes à frais partagés).

Direction de l'organisation et des services régionaux

La direction de l'organisation et des services régionaux communique souvent de l'information au sujet de ce qui se déroule sur le terrain, mais nous prenons rarement la mesure de l'ampleur et de la portée du travail effectué par le personnel de la direction au bureau national.

Même si notre responsabilité principale concerne la dotation, nous avons aussi participé aux activités suivantes :

- Coordonner la mise en œuvre de politiques stratégiques nationales avec chaque région.
- Travailler à régler des problèmes internes de relations de travail.
- Organiser la formation administrative des directeurs régionaux et des directeurs adjoints.
- Tenir à jour les dossiers des candidates et candidats à des postes et recevoir en entrevue des conseillers syndicaux potentiels.
- Mettre en œuvre des ateliers sur l'organisation, la création de syndicats locaux forts et la planification stratégique avec le personnel et les sections locales.
- Assurer la coordination nationale sur le terrain des initiatives d'action politique du SCFP.
- Coordonner des activités pendant l'élection fédérale.
- Communiquer de façon constante avec le Congrès du travail du Canada sur de nombreuses questions.
- Élaborer des recommandations sur les politiques internes concernant le recrutement et la formation du personnel.
- Élaborer et administrer le budget national sur l'organisation.
- Mettre en œuvre des initiatives visant les sections locales et les membres, y compris de la documentation à l'intention des nouveaux membres et sur le recrutement de membres.
- Répondre aux questions des membres.

Saviez-vous que ?

Le SCFP compte 11 conseillers à l'éducation, cinq responsables de l'élaboration de programmes de formation et 253 membres animateurs actifs soutenus par cinq employés de bureau et de soutien administratif. En 2004, le SCFP a offert 665 cours avec attestation à 8 808 membres.

En 2004, chaque région a mis l'accent sur la concrétisation de la politique d'orientation stratégique adoptée au congrès de 2003. À cette fin, le personnel de la direction de l'organisation et des services régionaux a collaboré étroitement avec le personnel des régions, les militantes et militants, et les membres.

Dans les Maritimes, nous avons participé à l'élaboration d'un plan d'action visant à aider 6 500 travailleurs d'hôpitaux à obtenir un règlement après une grève de 3,5 semaines. En Alberta, nous avons fait le recensement des sections locales œuvrant dans le domaine des soins de santé aigus et à long terme et nous avons œuvré en collaboration avec le personnel et les membres afin de jeter les bases d'un syndicat local fort. Nous avons aussi élaboré un plan d'action afin de défendre nos sections locales de l'Alberta contre les incursions hostiles et destructrices d'autres syndicats.

Dans l'ensemble du pays, nous avons travaillé avec le personnel, les militantes et militants et les sections locales à des initiatives d'action politique de même qu'à la coordination de l'effort du SCFP dans le cadre de la campagne électorale fédérale. En 2004, nous avons créé plus de 60 nouvelles unités de négociation et nous avons continué à recruter dans nos rangs des travailleuses et travailleurs du secteur public.

Direction du développement syndical

La direction du développement syndical du SCFP offre aux membres services d'éducation, formation du personnel, assistance en programmes d'alphabetisation, animation d'ateliers et autres services.

En 2004, voici quels étaient, en vrac, les ateliers de formation les plus populaires auprès des membres : gouvernance efficace, négociation, santé et sécurité, harcèlement en milieu de travail, régime de retraite, établissement de sections locales fortes, règlement des conflits et planification de la retraite.

En 2004, quelque 400 membres du personnel du SCFP ont participé à des séances de formation d'une semaine. Voici certains des cours qui ont été donnés : formation à l'arbitrage, négociation des avantages sociaux, mesures disciplinaires et congédiement, obligation d'offrir des accommodements raisonnables, commissions des relations de travail, tendances générales, affaires faisant jurisprudence et formation en informatique.

La direction a animé de nombreuses réunions spéciales et conférences pendant l'année. En voici des exemples :

- Rencontre historique des membres autochtones du SCFP en Colombie-Britannique.
- Atelier sur les droits à l'égalité à la conférence ontarienne du SCFP sur les droits de la personne.

- Conférence des femmes du SCFP en Saskatchewan.
- Rencontre de réflexion entre membres du SCFP Alberta et de la division du transport aérien.
- Aide fournie dans le cadre de la grève des travailleuses et travailleurs des soins de santé du Nouveau-Brunswick.
- Conférence du SCFP contre la privatisation de l'Alberta.
- Atelier sur le « Renforcement de notre pouvoir de négociation et de notre pouvoir politique » parrainé par le comité de coordination des travailleuses et travailleurs des services sociaux de l'Ontario.

La direction a aussi mis en œuvre plusieurs initiatives nouvelles en 2004. En voici quelques exemples :

- Nouvelle politique cadre sur le recrutement et la formation de membres animateurs.
- Nouvel atelier et nouveau manuel pour le personnel des finances.
- Nouvel atelier « De l'apathie à l'action ».
- Mises à jour des ateliers « Obligation d'accommodement » et « Obligation de représentation équitable ».
- Atelier sur le budget d'un conseil scolaire.
- Cours sur les administrateurs de caisse de retraite.
- Cours contre le racisme.

À l'intérieur de la direction, le groupe de référence du SCFP sur l'alphabétisation coordonne nos activités dans ce domaine. La phase 4 du projet du SCFP sur l'alphabétisation a fait l'objet d'une entente officielle avec le gouvernement fédéral le 1^{er} novembre 2004. L'entente est valable jusqu'au 31 octobre 2006. Le gouvernement fédéral a investi 350 773 \$ dans le programme, soit 43 % des coûts prévus du projet.

Le projet met l'accent sur des communications claires et simples, un domaine où l'on fait de plus en plus de travail. Des membres du personnel collaborent avec l'Association canadienne des administrateurs municipaux afin d'encourager les employeurs à appliquer une politique de communications claires et simples avec les employés et le public.

Des ateliers sur les communications claires et simples ont été offerts et une conférence nationale sur la santé et la sécurité s'est tenue à Montréal en novembre 2004. Dans le cadre du projet, on a publié trois numéros de « Alpha-Nouvelles du SCFP » et produit 1 500 exemplaires du nouveau guide du SCFP intitulé « Vos membres connaissent-ils leur convention collective ? Guide de communications claires et simples à l'intention des sections locales du SCFP ». De plus, un nouveau prix national sur l'alphabétisation sera créé au congrès national de 2005.

Saviez-vous que ?

En 2004, le site Web du SCFP national a gagné de nouveau le prix du meilleur site Web de l'année de LabourStart, ce qui en fait le seul site syndical à obtenir le prix deux années de suite.

Direction des services nationaux

Service des communications

Cette année, comme les années précédentes, le service des communications du SCFP a participé à pratiquement tous les aspects des activités de notre syndicat. Des campagnes locales aux grandes initiatives nationales, le service a aidé les membres à se défendre, à exercer des pressions et à survivre aux grèves et aux lock-out de 2004.

Le service travaille en collaboration étroite avec nos dirigeants nationaux, nos directions et les autres services afin de tenir les membres au courant des activités du SCFP. Il collabore aussi avec les sections locales, les conseils régionaux et les divisions, en cherchant à donner à notre syndicat une plus grande place dans les médias et une plus grande reconnaissance de la part du public. Le personnel du service travaille avec les sections locales à l'élaboration de campagnes, à la production de bulletins et de sites Web, au soutien coordonné aux grèves et à l'action politique.

En 2004, le service a produit trois numéros de *S'Organiser*, notre magazine national, dix numéros de *Sur le front des PPP* et 50 numéros d'*InfoXpress*, notre bulletin hebdomadaire national, pour un total de 460 articles.

Le site Web du SCFP national, scfp.ca, a attiré de 30 000 à 35 000 visiteurs différents par mois (sans compter le personnel du SCFP). Chacun de ces visiteurs parcourt de 10 à 15 pages du site. Par exemple, en octobre 2004, nous avons enregistré 460 000 « déplacements ». Le site abrite aussi quelque 200 sections locales du SCFP. Notre site a gagné de nouveau prix du meilleur site Web de l'année de LabourStart, ce qui en fait le seul site syndical à obtenir le prix deux années de suite.

Du côté des médias, le service a enregistré 5 422 mentions dans les médias pour notre syndicat, soit en moyenne une quinzaine par jour. Ces résultats se comparent favorablement à ceux qu'obtiennent d'autres syndicats. Les soins de santé ont été le principal sujet, avec un total de 1 138 mentions. Ce sujet était suivi par le nouveau pacte sur les villes, 455 mentions, et les garderies, 128 mentions.

Les membres du personnel du service des communications travaillent en collaboration étroite avec les autres services afin de produire des bulletins et d'autres documents, des vidéos et d'autres outils de communication. Toute l'année, le service achète de l'espace publicitaire dans diverses publications progressistes et joue un rôle dans les grandes manifestations annuelles.

En 2004, le service a appuyé de nouvelles activités de recrutement, du lobbying, des campagnes de collectes d'aliments, des campagnes de lutte contre les inondations, des campagnes contre la sous-traitance, la participation aux élections et à de nombreuses initiatives locales.

Par son atelier de conception et d'autres fonctions, le service des communications du SCFP a aussi participé activement à des campagnes locales, régionales et nationales. Il a notamment élaboré une trousse à l'appui de notre initiative Fortifier nos collectivités qui a été postée à l'ensemble des organismes détenant une charte.

Les membres du personnel de la direction ont aussi animé des dizaines d'ateliers et de semaines de formation et ont fourni une aide à l'éducation dans bon nombre de conférences et de congrès de division.

Service de recherche et d'évaluation des emplois

Le service de recherche et d'évaluation des emplois du SCFP offre des services de recherche, de négociation et d'animation aux sections locales du Canada. Voici certains faits saillants de nos activités en 2004 :

Renforcer la négociation

- Le nouveau système d'analyse des conventions collectives (SAC) du SCFP est maintenant en fonction. Il remplace l'ancien système SIAC. Il a pour but de soutenir la négociation et de faciliter les efforts de recrutement. Les membres du personnel sont à coder le contenu de 3 700 conventions collectives dans le système.
- Le personnel du service de recherche a participé à des conférences sur la négociation dans l'ensemble des secteurs et des régions du Canada.

Saviez-vous que ?

Les membres du personnel du service de recherche du SCFP codent 3 700 conventions collectives dans un nouveau système d'analyse des conventions collectives appelé SAC.

- Pourparlers, qui présente de l'information sur les tendances en matière de règlements et l'évolution de l'indice des prix à la consommation (IPC) est publié chaque trimestre.
- Une nouvelle publication trimestrielle, « Le climat économique pendant les négociations », a été lancée en 2004.
- Une nouvelle trousse sur les avantages sociaux a été élaborée afin d'aider les sections locales à rejeter les exigences des employeurs visant des concessions sur les avantages sociaux.
- Le personnel du service de recherche et d'évaluation des emplois aide les sections locales à préparer les audiences d'arbitrage de différends. En 2004, le service a participé activement aux procédures entourant la faillite d'Air Canada.

Accroître notre efficacité au jour le jour

- Le personnel du service fournit un soutien aux comités et groupes de travail nationaux du SCFP.
- Une nouvelle publication, « Debunking the Myths About Aboriginal Peoples – A Guide for CUPE Members » (Déboulonner les mythes sur les peuples autochtones – Un guide pour les membres du SCFP), a été rédigée en 2004.
- Le service a fourni de l'aide aux sections locales sur la lecture des budgets, l'établissement des coûts des avantages sociaux et la gestion de l'information.
- Dans les régions, les membres du personnel du service de recherche aident les sections locales et les conseillers syndicaux, notamment dans les domaines suivants : négociations, sondages auprès des membres et analyse des contrats.

Renforcer la campagne contre la sous-traitance et la privatisation

Le SCFP est fier de ses luttes contre la sous-traitance et la privatisation des services publics. Voici les activités dans ce domaine l'an dernier :

- Opposition au projet PPP liaison rapide Richmond-Airport-Vancouver (RAV).
- Production d'un rapport de recherche sur l'intérêt public et les profits privés dans le cas des écoles PPP (Écoles PPP : Intérêt public contre profits privés).
- Rétrocession à la ville de Hamilton du réseau d'aqueducs et d'égouts.
- Blocage de la privatisation du foyer municipal pour personnes âgées Rainycrest en Ontario.
- Travail avec les partenaires d'une coalition afin de s'opposer aux hôpitaux PPP et à la privatisation de l'électricité en Ontario.
- Nouvelles recherches sur les infrastructures urbaines et d'autres façons de financer le renouvellement des infrastructures.
- Travail avec des militantes et militants dans de nombreux dossiers de lobbying auprès des gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux.
- Poursuite des travaux sur les accords de commerce internationaux et leurs répercussions négatives sur les services publics et l'assurance-emploi, en collaboration avec le Congrès du travail du Canada.
- Le personnel de l'évaluation des emplois travaille en collaboration avec les sections locales afin de soutenir les initiatives en matière d'équité salariale, y compris auprès des nouvelles sections locales créées par suite de fusions.
- Une nouvelle initiative, le programme d'application « Just Pay », aide le personnel et les membres à mettre en œuvre les systèmes d'évaluation des emplois et d'équité salariale.

Notre travail en faveur de la justice dans le monde

Le Fonds pour la justice mondiale (autrefois Entraide syndicale) du SCFP relève du Comité exécutif national. Notre comité national sur la justice mondiale administre le Fonds et se charge d'une bonne partie des activités internationales du SCFP. Un membre du personnel de recherche travaille avec le Comité.

Saviez-vous que ?

Les sections locales et les membres du personnel du SCFP ont versé 13 820 \$ à notre Fonds pour la justice mondiale en 2004. Le SCFP national a fourni 54 461,70 \$. De plus, nous avons obtenu 42 053 \$ en subventions de contrepartie de l'Agence canadienne de développement international (ACDI).

Saviez-vous que ?

Grâce en partie au SCFP, la plupart des provinces ont légalisé le mariage civil pour les conjoints de même sexe et la Cour suprême du Canada a prononcé un jugement en faveur du projet de loi du gouvernement fédéral sur le sujet.

En 2004, les versements au Fonds ont totalisé 126 765,16 \$. Le SCFP national demeure le principal cotisant (54 461,70 \$). Quant aux sections locales et au personnel du SCFP, ils ont versé 13 820 \$. Dans le cadre du programme de développement international du mouvement syndical du Congrès du travail du Canada, en collaboration avec l'Agence canadienne de développement international, le SCFP a obtenu 42 053 \$ pour financer des projets et activités d'éducation en développement.

L'an dernier, le SCFP a lancé une grande campagne afin d'obtenir des dons des sections locales et du personnel. La vente de matériel de promotion a permis de réunir 8 445 \$. Le Fonds a été utilisé afin de financer les projets autorisés par le conseil d'administration, sur recommandation du comité national.

Voici une partie des activités effectuées dans ce contexte :

- Premier échange entre travailleuses et travailleurs des soins de santé à Niagara Falls, Ont.
- Projet de recherche sur « l'égalité des sexes et la privatisation » avec le Syndicat des employés municipaux de l'Afrique du Sud (South African Municipal Workers' Union – SAMWU); trois membres du SCFP ont participé à l'atelier final en Afrique du Sud.
- La tournée de conférences « Canada-Colombie à la défense du secteur public » (Canada-Colombia Defending the Public Sector), avec cinq syndicalistes colombiens du secteur public sur la côte Est et sur la côte Ouest, en collaboration avec le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes et l'Alliance de la Fonction publique du Canada.
- Projets en cours à Cuba, au Guatemala, au Nicaragua et au Honduras, parrainés par le SCFP Colombie-Britannique et le Syndicat des employées et employés d'hôpitaux, la division des soins de santé du SCFP en Colombie-Britannique, se concentrent sur les travailleuses de « maquiladoras ».
- « Projet Chili » en Saskatchewan à l'appui de l'éducation au syndicalisme et aux droits de la personne.
- Plusieurs apports à de petits projets tout au long de 2004.
- Participation de représentants du SCFP à plusieurs conférences internationales.

Service de l'égalité

L'objectif du service de l'égalité du SCFP est de rechercher l'égalité économique et la justice sociale pour tous les groupes qui aspirent à l'égalité, y compris les groupes souffrant de discrimination ou désavantagés au travail à cause de leur sexe, de leur race, de leur origine ethnique, de leurs origines autochtones, de leur orientation sexuelle ou d'une déficience. Le service soutient aussi les droits des personnes souffrant du VIH/SIDA.

En 2004, le service, avec notre comité national des femmes, a continué à sensibiliser la population au sujet de la violence en milieu de travail en participant à la campagne du 6 décembre 2004 du Congrès du travail du Canada intitulée « 15 jours/15 moyens de mettre fin à la violence face aux femmes » et en a fait la promotion.

Le service a aussi élaboré et diffusé une trousse sur la négociation en matière d'égalité afin d'améliorer les conventions collectives des sections locales dans le cadre de nos célébrations de la Journée internationale de la femme le 8 mars 2004.

Le service a encouragé la célébration du Mois de l'histoire des Noirs en février. Le SCFP a célébré le Mois de l'héritage asiatique en mars et, le 21 mars, nous avons observé la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale. Le 21 juin, nous avons souligné la Journée nationale des Autochtones. Le service a aussi participé au Jour national du souvenir transgenre le 20 novembre.

Le SCFP vient de recevoir le premier « Prix de la citoyenneté » du programme de l'Université de Toronto sur les études en diversité sexuelle en reconnaissance de notre travail à la défense des personnes gaies, lesbiennes, bisexuelles, transgenres et transsexuelles.

Le personnel du service de l'égalité a rencontré à l'automne le groupe de travail national des personnes ayant un handicap afin de participer à l'élaboration d'objectifs visant à faire des lieux de travail et de la collectivité en général des endroits plus faciles d'accès. De plus, le service a fourni de nombreuses ressources afin d'aider le SCFP à respecter son engagement d'atteindre l'égalité pour nos membres dans toute leur diversité. En voici quelques exemples :

- Document de travail sur une augmentation de la participation des femmes aux activités du SCFP.
- Conférences régionales de femmes sur la façon de mobiliser un plus grand nombre de femmes.
- Atelier d'une semaine sur la formation en leadership pour les femmes.
- Poursuite des travaux sur la façon dont la privatisation touche les femmes.
- Défense des droits des gais et lesbiennes au mariage civil.
- Activités visant à modifier le Code criminel afin d'y inclure l'orientation sexuelle

Saviez-vous que ?

Le service de santé et de sécurité du SCFP a distribué plus de 22 000 copies de publications aux membres en 2004, y compris 2 500 trousseaux « Violence en milieu de travail ».

comme motif de discrimination en vertu de la législation canadienne sur la propagande haineuse.

- Document de travail sur la décriminalisation de l'industrie du sexe.
- Deux nouveaux ateliers pour combattre le racisme, « la solidarité et la justice raciale » et « formation au leadership ».
- Création de conseils autochtones en Colombie-Britannique et au Manitoba et poursuite des activités visant l'établissement de partenariats solides en Saskatchewan.
- Activités avec le groupe de travail sur les déficiences, afin d'éduquer les membres au sujet des problèmes touchant les personnes ayant un handicap.

Services de santé et de sécurité

L'amélioration des conditions de travail des membres du SCFP est un élément essentiel du programme de santé et de sécurité au travail du SCFP. Les activités permanentes du service comprennent l'élaboration et la diffusion d'information sur les risques professionnels, la participation à des enquêtes sur la santé et la sécurité et les maladies professionnelles et des interventions afin de faire adopter une législation progressiste en matière de santé et de sécurité.

En 2004, le service a répondu à des centaines de demandes de renseignements et a rédigé plusieurs nouvelles publications. Ces dernières comprennent des documents sur le Jour de deuil national (18 avril) et le Jour de la terre (22 avril), de même que de nouvelles fiches d'information sur la qualité de l'air dans les locaux, la ventilation, les microtraumatismes répétés et le bruit.

Quelque 22 000 documents, y compris des fiches d'information et des directives sur la santé et la sécurité, ont été distribués aux membres du SCFP en 2004. Le service a aussi distribué plus de 2 500 trousseaux « Violence en milieu de travail ».

Le personnel du service représente le SCFP à l'intérieur du comité de révision de la législation de Ressources humaines et Développement des compétences Canada. Nous sommes aussi

représentés dans le comité stratégique directeur de l'Association canadienne de normalisation (CSA) sur la santé et la sécurité professionnelles.

Au palier fédéral, le service a joué un rôle clé dans l'élaboration de la nouvelle réglementation sur la santé et la sécurité en vertu du Code canadien du travail (partie II). Il travaille actuellement en collaboration avec le gouvernement fédéral à l'élaboration de règlements sur la violence en milieu de travail, l'ergonomie et les règlements touchant les comités et les représentants en santé et sécurité.

Le service représente le SCFP au sein de plusieurs comités nationaux d'élaboration de normes de la CSA. En 2004, les travaux ont débuté sur de nouvelles normes concernant les systèmes de gestion de la santé et de la sécurité professionnelles qui devraient être finalisées en 2005. Le service participe aussi à l'élaboration de nouvelles normes sur les vêtements de haute visibilité, les dispositifs de protection de la tête et l'ergonomie.

L'an dernier, le service a donné à quelque 200 membres une formation sur les comités de santé et de sécurité au travail à Regina, à Saskatoon et à Yorkton, Sask. Il a aussi donné de la formation aux membres dans le cadre de conférences sur la santé et la sécurité parrainées par le SCFP Ontario et le SCFP Saskatchewan, à la conférence de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Nouveau-Brunswick sur la santé/sécurité et la rémunération, de même qu'à une conférence au Alberta Workers' Health Centre.

En octobre 2004, la neuvième conférence nationale sur la santé et la sécurité du SCFP a attiré 400 délégués dont la moitié étaient des femmes. C'était la première fois que le niveau de participation des femmes correspondait presque au pourcentage de femmes au sein du syndicat.

Afin de préparer la conférence, le service a élaboré de nouveaux ateliers sur l'ergonomie, les comités de santé et de sécurité, la qualité de l'air dans les locaux et les toxines. Les recommandations formulées dans les ateliers permettront d'élaborer de nouvelles lignes directrices sur la violence, les comités de santé et de sécurité au travail et l'ergonomie pour 2005.

Saviez-vous que ?

Le service des affaires législatives et juridiques du SCFP nous a représentés dans des contestations judiciaires relatives à la désignation des employés essentiels, particulièrement dans le secteur des conseils scolaires, et les jugements qui en ont découlés ont créé des précédents.

Service des affaires législatives et juridique

Les membres du service des affaires législatives et juridiques du SCFP ont représenté des sections locales et des membres dans de nombreuses causes devant des arbitres, des conseils de relations de travail et des tribunaux judiciaires en 2004.

Les procédures relatives à la structure des unités de négociation et à la représentation syndicale en cas de restructuration ont revêtu une importance toute particulière. Ces questions demeurent au premier plan depuis quelques années étant donné les restructurations constantes effectuées par les employeurs dans presque tous les coins du pays.

Nous avons aussi représenté le SCFP afin de nous opposer à des lois rétrogrades et pour soutenir le droit du syndicat et de ses membres de s'opposer à ce type d'initiative des gouvernements. De plus, les membres du service ont fourni de nombreuses opinions, écrites et orales, de même que des avis aux conseillers syndicaux afin que ces derniers puissent fournir une aide de qualité à nos sections locales et à nos membres.

Les avocats du SCFP donnent aussi de l'éducation et de la formation au personnel et aux dirigeants des sections locales afin de les aider à représenter efficacement nos membres.

Avec l'aide d'avocats de l'extérieur, nous avons participé à des contestations judiciaires concernant la désignation d'employés essentiels, particulièrement dans le secteur des conseils scolaires, qui ont débouché sur des jugements ayant valeur de précédents. Nous avons aussi participé à des causes touchant les restrictions à la libre négociation collective et à d'autres visant les droits de nos membres et de nos sections locales dans les cas de faillites.

En 2004, nous sommes intervenus dans 75 causes concernant les frais juridiques et d'arbitrage, portant sur un total de 1 310 000 \$.

Dans l'état actuel du droit, nos droits à la négociation et nos conventions collectives se retrouvent en quelque sorte dans les « limbes » à la nomination d'un séquestre judiciaire ou d'un syndic de faillite. Nos membres sont alors privés de représentation syndicale et de la protection de leur convention collective pendant de longues périodes. Cette situation est tout à fait inacceptable et nous continuerons à exercer des pressions, chaque fois qu'il le faut, afin que les droits de nos membres soient reconnus.

CONCLUSION

Le SCFP a respecté sa promesse

Pour réussir ce qu'il a accompli en 2004, le SCFP a eu besoin de tous ses 660 employées et employés et de milliers de militantes et militants. Avons-nous bien agi tout le temps ? Avons-nous gagné chaque bataille ? Pouvons-nous prendre un peu de repos malgré tous les défis que nous devons encore affronter ?

Bien sûr, nous devons répondre par la négative à toutes ces questions. En fait, nous devons redoubler d'efforts en 2005. Nous devons continuer de tout faire pour respecter la promesse que nous nous sommes faite en 2003. Nous devons demeurer concentrés sur nos trois priorités à chaque palier du syndicat.

C'est justement ce que nous avons fait au début de 2005. Nous avons refait le plein d'énergie pour affronter les batailles qui nous attendent à l'égard des soins de santé, des garderies et des villes. Nous serons très présents dans chacun de ces secteurs et nous ferons du lobbying, nous mènerons des campagnes, nous négocierons et nous défendrons nos droits devant chaque niveau de gouvernement.

Nous pressons déjà le gouvernement fédéral d'appliquer la *Loi canadienne sur la santé*, afin que nous puissions tous profiter du système d'assurance-maladie auquel nous tenons tant. Nous allons de l'avant en élaborant des plans qui proposeront une « troisième voie » dans la prestation des soins de santé. Nous croyons dans le système public de soins de santé et nous ne cesserons pas de nous battre pour le défendre.

Nous travaillons aussi pour nous assurer que l'on consacre plus de fonds au programme national de garderies annoncé par le gouvernement fédéral. Ce programme doit être orienté carrément vers un réseau public de garderies. Nous devons demeurer vigilants au fur et à mesure de la mise en oeuvre du programme et nous le serons.

Saviez-vous que ?

Le personnel du bureau national du SCFP compte 139 personnes. Voici comment se répartit le personnel dans les régions : bureau régional et cinq bureaux locaux de l'Atlantique, 30 personnes; bureau régional et six bureaux locaux des Maritimes, 32; Québec et neuf bureaux locaux, 105; Ontario et 18 bureaux locaux, 176; Manitoba et bureau local de Brandon, 30; Saskatchewan et bureaux locaux de Saskatoon et de Prince Albert, 31; Alberta et cinq bureaux locaux, 32; Colombie-Britannique, avec 9 bureaux locaux, 78. La division du transport aérien compte aussi sept personnes dans trois bureaux. Effectif total : 660

Saviez-vous que ?

En 2004, le régime de retraite à fiducie mixte du SCFP comptait 316 membres du personnel à la retraite. En 2000, il y en avait 210 et en 1995, leur nombre était passé à 107.

Nous prévoyons aussi surveiller de très près le nouveau pacte du gouvernement fédéral pour les villes. Personne ne connaît mieux que nos travailleuses et travailleurs municipaux la nécessité d'entretenir nos infrastructures publiques afin de renforcer nos villes dont les infrastructures tombent en ruines. Encore une fois cette année, nous serons présents à l'assemblée de la Fédération canadienne des municipalités et nous y transmettrons avec force un seul message : Maintenons les services communautaires dans le secteur public. C'est la seule façon d'avoir des collectivités fortes.

En 2004, nous avons montré de quelle façon le SCFP peut relever les défis que nous lancent les gouvernements et les autres employeurs du secteur public. Nous avons prouvé que ce n'est pas en privatisant qu'on peut régler les problèmes. En fait, la privatisation disloque les collectivités qu'elle prétend aider. Nous avons aussi montré à nos voisins que nous voulons vraiment fortifier nos collectivités.

En 2005, les membres du SCFP peuvent être fiers de nos réalisations de l'an dernier. Nous pouvons nous réjouir du fait que notre syndicat soit prêt à défendre les emplois dans le secteur public et les services publics qui font de nos collectivités des lieux stables et sains où il fait bon vivre, travailler et élever sa famille.



CERTIFIED
epcp
OPERATOR

BRENT

DPW 49

Annexe 1 - Grèves et lock-outs

Province	S. locale	Employeur	Membres participants	Début	Retour au travail	
Nouveau-Brunswick	720	Conseil des synd. d'hôpt. NB 1252	275	27 sept. 2004	28 oct. 2004	
Nouveau-Brunswick	821	Conseil des synd. d'hôpt. NB 1252	299	27 sept. 2004	28 oct. 2004	
Terre-Neuve et Lab.	488	Western Health Care Corp.	840	1 ^{er} avr. 2004	28 avr. 2004	
Terre-Neuve et Lab.	641	Conseil de la santé Central East	100	1 ^{er} avr. 2004	28 avr. 2004	
Terre-Neuve et Lab.	879-02	Glenbrook Lodge	105	1 ^{er} avr. 2004	28 avr. 2004	
Terre-Neuve et Lab.	879-00	Foyer St. Patrick's Mercy	233	1 ^{er} avr. 2004	28 avr. 2004	
Terre-Neuve et Lab.	990	Conseil de la santé Central East	400	1 ^{er} avr. 2004	28 avr. 2004	
Terre-Neuve et Lab.	1560	District scolaire Avalon East	335	1 ^{er} avr. 2004	28 avr. 2004	
Terre-Neuve et Lab.	1568	Centre West Corp-Baie Verte	55	1 ^{er} avr. 2004	28 avr. 2004	
Terre-Neuve et Lab.	1581	Conseil de la santé du Labrador	53	1 ^{er} avr. 2004	28 avr. 2004	
Terre-Neuve et Lab.	1644	Régie rég. de la santé Grenfell	226	1 ^{er} avr. 2004	28 avr. 2004	
Terre-Neuve et Lab.	1860	Société de logement de T.-N.-Lab.	230	1 ^{er} avr. 2004	28 avr. 2004	
Terre-Neuve et Lab.	2033	Conseil scolaire Burin Peninsula	115	1 ^{er} avr. 2004	28 avr. 2004	
Terre-Neuve et Lab.	2212	District scolaire 2	79	1 ^{er} avr. 2004	28 avr. 2004	
Terre-Neuve et Lab.	2329	Con. prov. info. et biblios	178	1 ^{er} avr. 2004	28 avr. 2004	
Terre-Neuve et Lab.	2543	Maison du gouvernement	6	1 ^{er} avr. 2004	28 avr. 2004	
Terre-Neuve et Lab.	2574	Aramark Canada	28	1 ^{er} avr. 2004	28 avr. 2004	
Terre-Neuve et Lab.	3148	District scolaire 3	148	1 ^{er} avr. 2004	28 avr. 2004	
Nouvelle-Écosse	3912	Université de Dalhousie	220	23 avr. 2004	31 mai 2004	
Ontario	3	Ville de Thessalon	5	25 juin 2004	1 ^{er} sept. 2004	
Ontario	255	Westario Power	30	20 août 2004	27 oct. 2004	
Ontario	905	Centre d'accès aux soins comm.	83	6 août 2004	23 août 2004	
Ontario	1287	Niagara Institute	13	5 juin 2004	29 août 2004	
Ontario	3253	Prog. de santé mentale N. Superior	23	26 juin 2004	en cours	
Ontario	3636	Yellow Brick House	11	24 jan. 2004	4 avr. 2004	lock-out
Ontario	3798-04	Sojourne House	23	22 jui. 2004	6 août 2004	
Ontario	4266-08	C. de répartition Ziptrack	40	1er jan. 2004	24 jan. 2004	
Ontario	4705	Hydro du Grand Sudbury	89	19 juin 2004	25 oct. 2004	
Québec	4646	Group TVA Inc.	6	30 janv. 2004	6 avr. 2004	
Québec	4255	Mun. de Saint-Jean-de-Matha	7	11 mars 2003	6 déc. 2004	
Québec	4290	Mun. de Sainte-Béatrix	5	11 mars 2003	6 déc. 2004	
Saskatchewan	4552	Deer Park Villa – Ituna	22	3 juin 2003	en cours	
Saskatchewan	1881	Ville de Kamsack	13	6 oct. 2004	15 nov. 2004	
Alberta	1606	Division scolaire Buffalo Trail	238	24 sept. 2004	4 oct. 2004	
Colombie-Britannique	339	Ville de Nelson	70	11 juin 2004	23 août 2004	lock-out
Colombie-Britannique	SEH	SEH C.-B. provincial	23 840	25 avr. 2004	3 mai 2004	
Colombie-Britannique	1004	Parking Corp-Ville de Vancouver	68	18 sept. 2004	26 sept. 2004	Grève tournante
Total			28 965			

Annexe 2

Membres

Année	Temps plein	Temps partiel	Effectif total
Décembre 1985	268 817	38 018	306 835
Décembre 1995	342 764	113 816	456 580
Novembre 2004	374 544	164 980	539 524

Sections locales

Région/Division	Total	Effectif (Août 2004)
Terre-Neuve/Labrador	38	5 866
Nouvelle-Écosse	115	14 873
Île-du-Prince-Édouard	16	2 337
Nouveau-Brunswick	175	20 314
Québec	494	97 382
Ontario	658	192 272
Section locale 1000 (Hydro Ontario)	1	13 310
Manitoba	104	24 650
Saskatchewan	137	25 950
Alberta	102	29 551
Colombie-Britannique	162	66 188
Division de transport aérien	13	7 159
SEH (Div. de la santé du SCFP de la C.-B.)		38 998
Total		*538 850

Annexe 3

Total des conventions collectives

Région	Total des conventions collectives	Nombre de convention ouverte le 31 déc. 2004	Nombre de règlements obtenus en 2004
Atlantique	165	99	43 + 6 conventions collectives provinciales
Maritimes	214	54	25
Québec	400	128	92
Ontario	1 400	552	293
Manitoba	141	110	52
Saskatchewan	177	105	54
Alberta	210	48	62
Colombie-Britannique	411	164	110
Total	3 004	1 260	737

Annexe 4

Représentation du SCFP aux organismes syndicaux affiliés

Exécutifs des fédérations du travail

Terre-Neuve et Labrador	Wayne Lucas
Nouvelle-Écosse	Betty Jean Sutherland
Nouveau-Brunswick	Bob Davidson, David Rouse, Delalene Foran, Pat Haye
Île-du-Prince-Édouard	Leo Cheverie
Québec	Pierre Dupuis, Hélène Simard, Diane Raymond
Ontario	Patrick (Sid) Ryan, Judith Mongrain, Irene Harris
Manitoba	Lorraine Sigurdson, Kevin Rebeck, Nicole Campbell, Cathy Williams-Stewart
Saskatchewan	Frank Mentès, Carla Smith, Marv Meickel
Alberta	Dianne Wyntjes, D'Arcy Lanovaz
Colombie-Britannique	Barry O'Neill, Colleen Jordan, Fred Muzin, Neil Bradbury
Fédération T.-N.-O. Iqaluit	Mary Lou Cherwaty

Congrès du travail du Canada

Comité exécutif	Marie Clarke Walker, Paul Moist
Conseil exécutif	Donalda MacDonald, Mary Lou Cherwaty



Comités nationaux et groupes de travail nationaux du SCFP

Comité consultatif national sur les régimes de retraite

Co-présidences : Bob Ripley (Man.) bripley@cupe500.mb.ca
Judy Henley (Sask.) rjhenner@sk.sympatico.ca

Comité national de coordination sur la sous-traitance et la privatisation

Co-présidences : Dawn Lahey (T.-N. et Lab.) dawnlahey@publiclibrairies.ca
Michel Boudreau (N.-B.) mcboudro@nbnet.nb.ca

Comité national de l'environnement

Co-présidences : Danny Cavanagh (N.-É.) dannyc@ns.sympatico.ca
Rh'ena Oake (Alb.) Rhena.Oake@shaw.ca

Comité national de la justice mondiale

Co-présidences : Barb Moore (N.-É.) barb.m@ns.sympatico.ca
Edgar Godoy (Ont.) egodoy@uoguelph.ca

Comité national sur les questions de santé

Co-présidences : Donna Ryan (T.-N. et Lab.) dryan@cupe.ca
Michael Hurley (Ont.) michaelhurley@ochu.on.ca

Comité national sur la santé et la sécurité

Co-présidences : Rex Hillier (T.-N. et Lab.)
Pearl Blommaert (Sask.) cupe3991@sk.sympatico.ca

Comité national du triangle rose

Co-présidences : Céline Poitras (N.-B.) cpoitras@nbnet.nb.ca
Bill Pegler (C.-B.) billpegler@cupe23.ca

Comité national de l'action politique

Co-présidences : Mark Hancock (C.-B.) hancockm@cupe498.ca
Carla Smith (Sask.) carla.smith@sasktel.net

Comité national arc-en-ciel

Co-présidences : Liz Paris (N.-É.) eparis@eastlink.ca
Leo Cheverie (Î.-P.-É.) lcheverie@upei.ca

Comité national des femmes

Co-présidente : Odette Robichaud (N.-B.) odetterobichaud@hotmail.com

Groupe national de travail de le garde à l'enfance du SCFP

Co-présidente : Jamie Kass (Ont.) jkass@cupw-sttp.org

Groupe de travail national des personnes ayant un handicap

Co-présidente : Sheryl Burns (C.-B.) p1936@telus.net

Groupe de travail national des jeunes travailleuses et travailleurs du SCFP

Co-présidente : Rich Clifford (Sask.) rich.clifford@city.saskatoon.sk.ca



*Ma collectivité reste
forte grâce à mon travail*

Syndicat canadien de la fonction publique. scfp.ca

Fortifier
nos
Collectivités